



Mapping de l'engagement de la diaspora TUNISIE

Faits et chiffres

Terminologie: " En Tunisie, la diaspora est désignée comme les « Tunisiens résidant à l'étranger » (: التونسيون المقيمون في الخارج al-tūnisiyyūn fi-l-khārij ; also الجالية التونسية al-jāliyyah al-tūnisiyyah; French: tunisiens résidents à l'étranger), bien que le terme diaspora soit également utilisé dans certains contextes. Dans le cadre de l'Enquête nationale sur la migration internationale (Tunisia-HIMS), les termes migrant actuel ou émigré sont employés."

Droits politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections
nationales pour les citoyens
résidant à l'étranger²



Transferts



% des transferts de fonds dans le
produit intérieur brut total : **6.34%**
Transferts de fonds (en millions de
dollars US) : **3,257**

Vote depuis l'étranger :

Dans les ambassades/consulats



Avertissement

Étant donné que les définitions de la diaspora varient considérablement, nous avons choisi d'utiliser des données comparables sur l'émigration comme indicateur. Ces données n'incluent pas tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de la diaspora et ne sont pas nécessairement alignées avec les définitions nationales de la diaspora. Les données sur l'émigration proviennent de l'UNDESA (2024) et les envois de fonds de la Banque mondiale (2024).

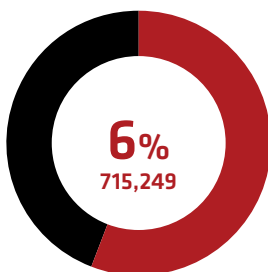
Émigration



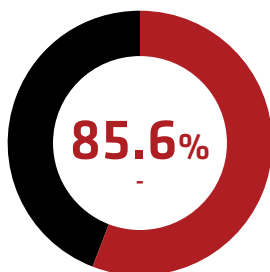
% d'émigrants dans
la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 55%
♀ 45%



♂ 55.3%
♀ 44.7%

Principaux pays de destination



France	444,223
Italie	117,917
Israël	52,231
Canada	30,350
Belgique	19,761

1 Code de la Nationalité Tunisienne de 1963, disponible sur : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2022022/5e00d4e64.pdf>. L'amendement n° 93-74 du 12 juillet 1993 a modifié le Code du Statut Personnel pour donner à l'épouse le droit de transmettre son patrimoine et sa nationalité aux enfants dans la même mesure que le mari, même si elle est mariée à un étranger, avec l'accord de son père. Cette mesure est importante pour la diaspora, car elle permet aux femmes de transmettre la nationalité tunisienne à leurs enfants. Ce changement juridique est antérieur de plus d'une décennie à une législation similaire dans d'autres États d'Afrique du Nord. Texte complet disponible en français à l'adresse suivante : <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/73374/74946/F-1287339442/TUN-73374.pdf>

2 Tunisians abroad have had the right to vote in presidential elections since 1988, and in parliamentary elections since 2011. Version consolidée de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et référendums telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019: <https://legislation-securite.tn/fr/node/44286>.

Pour plus d'informations, voir Jaulin, T. (2016), "Geographies of external voting : the Tunisian elections abroad since the 2011 Uprising", *Comparative Migration Studies* 4, 14.

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2017** ● **La stratégie nationale de migration**³ a été élaborée pour la première fois en 2012, lorsque la Tunisie a entrepris une série de consultations qui ont abouti à la première version de la stratégie nationale de migration. Un processus de consultation a été lancé en juillet 2017 avec divers partenaires nationaux et internationaux, y compris la diaspora.⁴ L'état actuel de sa mise en œuvre reste incertain. L'un des cinq piliers de la stratégie est le "développement humain et l'inclusion sociale", qui comprend des objectifs liés à la protection des droits et des intérêts des migrants tunisiens et au renforcement des liens entre eux et avec la Tunisie, au renforcement de la contribution de la migration au développement socio-économique aux niveaux local, régional et national, et à la promotion de la migration régulière des tunisiens. La stratégie reconnaît également que la réforme de la gouvernance et le renforcement des institutions sont des priorités pour permettre la réalisation de ces objectifs.
- 2022** ● **Tunisie Vision 2035**⁵ reconnaît l'importance de la diaspora tunisienne dans le processus de développement national. Voulant renforcer le rôle de la diaspora en tant que partenaire actif des efforts de développement économique et social du pays, elle prévoit de : 1) établir une politique nationale inclusive pour intégrer les Tunisiens résidant à l'étranger dans les initiatives de développement ; 2) mobiliser leurs compétences et leur expérience au service des projets nationaux ; 3) encourager l'investissement de la diaspora dans des projets stratégiques en Tunisie ; et 4) garantir les droits des Tunisiens de l'étranger ainsi que leur accès aux services sociaux et culturels.

Pratiques

Explorez plus de 520 pratiques par pays, ODD ou secteur d'engagement dans la base de données interactive !



Programme de gouvernance et de stratégie en matière de migration (ProGres Tunisie)

Ce programme de partenariat vise à renforcer la gouvernance des migrations et la coordination institutionnelle en Tunisie, avec deux volets concernant l'engagement de la diaspora. Avec le soutien de l'ICMPD, le premier se concentre sur la gouvernance des migrations pour rendre opérationnelle la stratégie nationale de migration, mettre en œuvre une enquête statistique sur les migrations en Tunisie (TUNISIE -HIMS) et améliorer la coordination et la mise en œuvre des différentes composantes du programme. Le second, soutenu par la GIZ, se concentre sur la mobilisation de la diaspora et le développement des opportunités d'emploi et d'investissement par le biais de la mobilisation de la diaspora, y compris le soutien aux investisseurs de la diaspora.

Faciliter l'investissement et l'entrepreneuriat de la diaspora

Cette initiative du ministère des affaires étrangères et de la Banque centrale de Tunisie facilite l'investissement et l'esprit d'entreprise de la diaspora, notamment en soutenant les jeunes entreprises, en numérisant les transactions et en assouplissant la réglementation des changes.

MEETAfrica (Mobilisation Européenne pour l'Entrepreneuriat en Afrique)

Partenariat entre l'Agence française de développement (AFD) et Expertise France pour soutenir l'entrepreneuriat innovant de la diaspora, ce programme phare du processus de Rabat offre des conseils d'experts et un encadrement, ainsi qu'un accès à des fonds de démarrage, aux investisseurs de la diaspora dans différents pays africains. En Tunisie, il soutient une série d'entreprises de la diaspora dans des secteurs tels que la science et la technologie, la santé, les énergies renouvelables et l'agriculture biologique.

3 Texte intégral disponible à l'adresse suivante : http://ote.nat.tn/wp-content/uploads/2018/05/SNM_FRA_FINALE.pdf

4 <http://ote.nat.tn/la-strategie-nationale-migratoire-snm-2017/>

5 https://www.mdci.gov.tn/wp-content/uploads/2022/07/version_pr%C3%A9liminaire-_vision2035_juillet_2022.pdf

Initiative commune Migration et Développement (JMDI) : Soutien au système socio-sanitaire du gouvernorat de Kasserine

Le gouvernorat de Kasserine s'est associé à la communauté tunisienne résidant en Toscane, en Italie, pour remédier au manque critique d'infrastructures sanitaires dans l'hôpital régional de Kasserine et les centres de santé environnants. L'initiative "Soutien au système socio-sanitaire du gouvernorat de Kasserine" visait à développer des ressources et des pratiques plus efficaces avec le soutien de la communauté tunisienne résidant en Italie, le Croissant Rouge National Tunisien, et le COSPE- Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti.

La migration comme ressource : mobiliser la diaspora tunisienne et stabiliser les communautés défavorisées en Tunisie

Le projet vise à exploiter le potentiel de la diaspora afin de contribuer de manière significative au développement économique des régions nord-ouest et sud-est de la Tunisie. Dans le cadre de ses activités, le projet a lancé le Guide de l'investissement pour les Tunisiens résidant à l'étranger, une ressource essentielle fournissant aux investisseurs de la diaspora des informations sur le climat d'investissement, ainsi que sur les démarches et procédures administratives liées à l'investissement en Tunisie. Dans sa deuxième phase, le projet élargira son champ d'action pour inclure les Tunisiens résidant en Allemagne, en Arabie saoudite, en Côte d'Ivoire, en France et en Italie. Les aspects innovants de cette phase comprennent un appui technique renforcé aux entreprises pour pénétrer de nouveaux marchés et vendre leurs produits en ligne, tout en continuant de soutenir les groupes vulnérables, les femmes et les projets d'économie sociale et solidaire en faveur du développement durable.

Nouveau guide pour les Tunisiens à l'étranger

L'Office des Tunisiens à l'étranger a lancé en 2022 une nouvelle édition du Guide des Tunisiens à l'étranger qui contient des informations pouvant être utiles à la diaspora sur les plans économique et social, ainsi que des conseils pratiques à la diaspora. Les sections comprennent un guide pour les services consulaires, les missions diplomatiques et les centres socio-culturels, un guide sur le climat économique, les avantages fiscaux et financiers pour la diaspora, et les guichets uniques. Il contient également un guide pour la couverture sociale des Tunisiens résidant à l'étranger, les prestations familiales et les accords bilatéraux au niveau social.

Perspectives: Mobilité des jeunes professionnels tunisiens 2022-2026

Le programme de la Confédération suisse, en étroite collaboration avec les autorités tunisiennes, vise à impliquer la diaspora tunisienne dans le développement durable et à favoriser la migration circulaire qualifiée entre la Tunisie et les pays européens, dont la Suisse. Le projet encourage les membres de la diaspora en Suisse à investir en Tunisie et à renforcer leurs liens avec leurs communautés d'origine. De plus, il facilite la migration circulaire de jeunes professionnels tunisiens, offrant des opportunités d'expérience professionnelle en Suisse pour améliorer leurs compétences et contribuer à l'économie tunisienne à leur retour. Le programme se concentre également sur le soutien du gouvernement tunisien dans la création de structures de gouvernance efficaces pour intégrer la migration dans les cadres politiques, reconnaissant les avantages multifacettes des ressources de la diaspora au-delà de la dimension économique. L'initiative vise à créer un environnement propice à l'utilisation du capital humain et financier en cohérence avec la stratégie migratoire de la Tunisie.

Projet DIASDEV 2021

Le projet résulte d'une collaboration entre l'Agence Française de Développement et les Caisses des Dépôts (CDCs) du Maroc, de Tunisie, du Sénégal, de France et d'Italie. Il se concentre sur la facilitation et la sécurisation des flux financiers (transferts, épargne, investissements) de la diaspora en Europe et en Afrique. L'objectif est de permettre aux caisses d'épargne africaines bénéficiaires d'utiliser plus efficacement les ressources financières de la diaspora grâce à des dispositifs centralisés d'information, d'appui technique et financier, et de solutions innovantes. Les services proposés comprennent l'analyse des comportements financiers de la diaspora, la cartographie des opérateurs concernés, l'identification des lacunes du marché et la formulation de recommandations autour de trois axes : une plateforme d'information, un appui aux acteurs/opérateurs et des instruments innovants de mobilisation de l'épargne. Grâce à ces services ciblés, le projet permet à la diaspora de transférer librement son épargne à moindre coût et d'accroître sa participation au financement des investissements de développement dans le pays d'origine.

Programme pour l'inclusion financière et économique (EDMEJ) 2024-2027

Le programme EDMEJ vise à renforcer l'inclusion socio-économique des jeunes, des rapatriés tunisiens et des communautés locales en Tunisie. Ses objectifs spécifiques incluent : 1) renforcer les capacités des autorités tunisiennes à soutenir la réintégration durable des membres de la diaspora de retour ; 2) soutenir un système d'orientation et diversifier les opportunités d'intégration à travers des formations professionnelles ciblées ; et 3) mobiliser les investissements de la diaspora pour promouvoir l'inclusion financière des groupes vulnérables.

Financé par l'Union européenne, le programme est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONU-DI), Creative Tunisia et la Fondation Tunisienne pour le Développement, en collaboration avec des institutions partenaires tunisiennes.

Creative Tunisia 2.0 : création d'emplois dans le secteur de l'artisanat grâce à l'appui des acteurs de la migration en Tunisie

Dans le cadre du programme EDMEJ, Creative Tunisia 2.0 vise à renforcer les opportunités d'emploi dans le secteur de l'artisanat à travers une approche inclusive et la participation de la diaspora tunisienne. Le projet offre un appui technique et financier aux membres de la diaspora tunisienne gérant des plateformes de vente de produits artisanaux tunisiens dans leur pays de résidence, afin d'améliorer leurs stratégies commerciales et marketing. En promouvant les produits tunisiens à l'échelle mondiale, le projet contribue à la création d'emplois et à l'intégration socio-économique des populations vulnérables en Tunisie, notamment les jeunes, les femmes et les migrants de retour.

Creative Tunisia 2.0 est mis en œuvre par le bureau de terrain de l'ONUDI à Tunis, avec le soutien de l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS).

Diaspora for Development (D4D)

Mécanisme de soutien aux start-ups de la diaspora tunisienne – Mis en œuvre par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) de Tunisie, dans le cadre du programme ProgGres Migration de la GIZ, D4D a soutenu 30 start-ups dirigées par des membres de la diaspora tunisienne dans des secteurs variés tels que les services numériques, la healthtech, l'intelligence artificielle, l'agritech, la foodtech et la traveltech. L'objectif du programme est d'assurer la viabilité et la durabilité financière des start-ups bénéficiaires, tout en renforçant le réseau entrepreneurial tunisien et en stimulant les activités génératrices de revenus.

Étude sur l'attractivité de la Tunisie pour la diaspora

Menée par l'Association des Tunisiens des Grandes Écoles en collaboration avec le projet THAMM (financé par l'UE et mis en œuvre par l'OFII), l'étude vise à mieux comprendre les attentes et les demandes des Tunisiens résidant à l'étranger, ainsi qu'à encourager leur retour et leur investissement dans le pays. Elle cherche à identifier les obstacles à la participation économique et professionnelle en Tunisie et à proposer des solutions pratiques pour la migration circulaire des travailleurs qualifiés.

Cours de langue arabe pour les nouvelles générations de la diaspora

L'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) organise des cours de langue arabe à destination des étudiants et non-étudiants tunisiens résidant à l'étranger, dans le cadre de ses programmes culturels et éducatifs destinés aux nouvelles générations de la diaspora. Les cours sont mis en œuvre en partenariat avec l'Institut Bourguiba des langues vivantes. L'OTE prend en charge 70 % des frais de scolarité, les 30 % restants étant à la charge du participant.

» Observations

Les sections « observations » et « obstacles » contiennent des informations complémentaires sur le contexte d'engagement de la diaspora qui ne s'inscrivent pas directement dans les autres sections. Elles reposent sur un mélange de revue de la littérature et de commentaires des auteurs. De nouvelles informations y sont intégrées lors des mises à jour annuelles. Les lecteurs sont invités à vérifier la pertinence des informations au moment de la lecture, dans la mesure où le contexte peut avoir évolué.

Historiquement, la politique migratoire tunisienne a eu tendance à se concentrer sur la gestion de la diaspora et la fourniture de services sociaux à ce groupe, ainsi que sur le contrôle de la migration de main-d'œuvre. L'approche de la Tunisie était largement considérée comme transactionnelle par les tunisiens et par les États de l'UE.⁶ Malgré cela, les tunisiens de la diaspora ressentent une forte motivation à contribuer au processus de développement dans leur pays d'origine, et beaucoup choisissent d'investir et d'ouvrir des entreprises dans leurs villages d'origine.⁷

L'Office des Tunisiens à l'Etranger (OTE), au sein du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et des Tunisiens à l'Etranger, a été initialement créé en 1988 pour promouvoir l'identité nationale et soutenir l'intégration des migrants tunisiens à l'étranger.⁸ Suite au lancement du programme présidentiel tunisien en 2009, les politiques stratégiques se sont de plus en plus orientées vers le développement national, notamment la fourniture de services sociaux et culturels à la diaspora, ainsi que les avantages économiques des transferts de fonds et des investissements, les réseaux d'affaires et le transfert de connaissances.⁹

6 Voir, entre autres, Poussel, S (2017:205-220), "Tunisia and its diaspora : between protection and control" in Agnieszka WEINAR (ed.), Emigration and diaspora policies in the age of mobility, Cham : Springer ; et Cohen-Hadria (Ed) et al (2018), .

Le partenariat privilégié UE-Tunisie - Et maintenant ? Etude politique conjointe EUROMESCO. Disponible à l'adresse suivante : https://www.euromesco.net/wp-content/uploads/2018/04/EuroMeSCo-Joint-Policy-Study_EU-Tunisia-Partnership.pdf

7 Delahaye S.G., Tejada G. (2019) Transnational Investments of the Tunisian Diaspora : Trajectories, Skills Accumulation and Constraints. Dans : Elo M., Minto-Coy I. (eds) Diaspora Networks in International Business. Contributions à la science de la gestion. Springer, Cham

8 L'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) : Art.14, loi n° 60-88 du 2 juin 1988.

9 TMinistère tunisien des affaires étrangères. Domaines de coopération prioritaires : [http://www.diplomatie.gov.tn/index.php?id=27&L=2&tx_ttnews\[backPid\]=27&tx_ttnews\[pointer\]=12&tx_ttnews\[tt_news\]=6056cHash=528bb871d5bf29394505c-c7516888ca4](http://www.diplomatie.gov.tn/index.php?id=27&L=2&tx_ttnews[backPid]=27&tx_ttnews[pointer]=12&tx_ttnews[tt_news]=6056cHash=528bb871d5bf29394505c-c7516888ca4)

La révolution de 2011 - influencée et soutenue par les contributions et l'activisme de la diaspora - a été l'occasion d'un changement de direction, et de nouvelles structures et politiques ont été introduites. Après les élections de 2011, le nouveau gouvernement a reconnu les contributions potentielles de la diaspora tunisienne aux efforts de développement national en créant un département spécifique des migrations au sein du ministère des affaires sociales.¹⁰

En plus des nouveaux services offerts par l'OTE, le gouvernement a cherché à introduire de nouveaux outils de collecte de données (tels qu'un registre des professionnels de l'étranger), et des organismes de recherche, en particulier l'*Observatoire national pour la migration*, afin de contribuer au développement d'une base de preuves concernant cette priorité clé de la stratégie nationale (voir la section « Spotlight »).

Lors des consultations sur le budget 2019 du ministère des affaires sociales, les représentants à l'assemblée nationale ont fait valoir que les ressources allouées aux programmes ciblant la diaspora étaient insuffisantes et ont appelé à une stratégie nationale spécifique pour la communauté tunisienne à l'étranger afin de stimuler le développement économique du pays.¹¹

En 2024, Tarek Bouhlel, directeur de la coopération africaine au ministère tunisien de l'Économie et de la Planification, a confirmé que les transferts de fonds de la diaspora seraient intégrés dans le prochain plan national de développement (2026-2030).¹² Cette mesure vise à optimiser les envois de fonds comme source de financement du développement et à renforcer les liens entre la diaspora et le développement national.

Obstacles



- **Manque de confiance** : Historiquement, il y a eu un manque de confiance dans les structures gouvernementales pour l'engagement de la diaspora, car celles-ci étaient perçues comme étant liées à l'accent mis par le gouvernement sur le contrôle de l'émigration. La révolution de 2011 a permis de faire table rase à cet égard, en créant des opportunités beaucoup plus importantes pour l'engagement de la diaspora. Toutefois, la diaspora continue de s'inquiéter du fait que le ministère des affaires sociales soit l'organisme responsable de l'engagement de la diaspora en raison de cet héritage, et des appels ont été lancés pour la création d'un ministère dédié à la diaspora.
- **La mauvaise coordination** entre les institutions responsables des questions relatives aux diasporas continue d'être un obstacle à un engagement plus efficace de la diaspora, malgré les réformes institutionnelles.
- **La mise en œuvre est lente** : L'élaboration de la stratégie nationale de migration a été bien accueillie par de nombreux membres de la diaspora comme une stratégie audacieuse et globale concernant la migration et l'engagement de la diaspora, mais l'écart entre l'élaboration et la mise en œuvre des politiques est une source de frustration et risque de désengagement. C'est un autre facteur qui alimente le manque de confiance mentionné ci-dessus.
- **Manque de ressources pour l'engagement de la diaspora** : Les diasporas se sont plaintes que les ressources gouvernementales allouées à l'engagement de la diaspora, et en particulier les centres de proximité et les centres communautaires, sont insuffisantes pour mobiliser efficacement les contributions des diasporas en Europe et aux États-Unis.

10 Kriaa, M. et al (2012). Migrations des Tunisiens en Libye : Dynamiques, défis et perspectives, Tunis : Banque Africaine de Développement (BAD) et OIM, 2012.

11 <https://www.webmanagercenter.com/2018/12/03/427784/budget-2019-necessite-dune-strategie-nationale-pour-les-tunisiens-a-letranger/>

12 <https://www.uneca.org/stories/cooperation-between-institutions-key-to-enhancing-remittance-contributions-to-development-in>

Annexe: Liste des acteurs

Explorez l'institutionnalisation de l'engagement des diasporas à travers le monde grâce à la [typologie de plus de 520 institutions](#)



Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO)

La Tunisie est membre de l'Union africaine et désigne un point focal de la diaspora dans le cadre des réunions continentales de la Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO).

Ligue arabe

Communauté des États sahélo-sahariens

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Direction générale de la migration et des Tunisiens à l'étranger (DGMTE)

Créée à la fin de l'année 2023 au sein du ministère des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, la DGMTE est chargée de la gestion des migrations tunisiennes, y compris le retour volontaire et la réintégration, du suivi et de la participation à la coopération internationale, de la protection des Tunisiens à l'étranger, ainsi que de la promotion de leur participation au développement national.

Ministère des affaires sociales

Le ministère des affaires sociales est le ministère principal pour les questions de migration et pour les tunisiens à l'étranger. Il supervise l'Office des Tunisiens à l'étranger, l'Observatoire national des migrations et le Conseil supérieur des Tunisiens à l'étranger (voir ci-dessous).

Ministère des affaires étrangères (MAE)

Le MAE est responsable des affaires consulaires. Les agents consulaires tunisiens des affaires sociales conseillent la diaspora tunisienne dans les pays de résidence.

Ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale (MDIIC)

Le MDIIC est responsable de la promotion des investissements et de la coopération au développement. En partenariat avec le ministère des affaires étrangères et la Banque centrale, il développe des programmes d'investissement pour la diaspora.

- Au niveau sous-ministériel

Office des Tunisiens à l'Étranger, OTE

L'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) tient une base de données sur les compétences de la diaspora et sur les personnes susceptibles de vouloir participer à des initiatives de développement. Cette base de données facilite les contacts entre les organisations, les groupes et associations de la diaspora et les acteurs de la société civile ; elle renforce leur capacité à constituer des réseaux efficaces, leur accès aux informations et le partage des connaissances, bien que cela reste assez théorique à ce stade.

Conseil Supérieur des Tunisiens à l'Etranger

Le Conseil est un organe consultatif de l'OTE (voir ci-dessus), annoncé en 2016, qui est né des propositions de la diaspora à partir de 2011, bien que des dispositions légales pour un tel organe aient été prises en 1990. Il doit être consulté sur les projets de lois et règlements, les conventions et traités internationaux relatifs aux tunisiens à l'étranger. Les décrets relatifs à sa création officielle devaient être publiés en 2018.

Observatoire national pour la migration (ONM)

L'ONM est un établissement public administratif sous la tutelle du ministère des affaires sociales. Il est chargé de collecter des informations et des données connexes aux niveaux national et international, de veiller à leur mise à jour et à leur analyse régulière et de mener des recherches et des études sur les migrations. Son portail web permet d'accéder aux rapports et aux bases de données de l'ONM. L'ONM a commencé à travailler avec le ministère des affaires étrangères pour renforcer la collecte et la gestion des informations relatives aux migrations et à la diaspora, et en particulier la coordination institutionnelle.¹³ Une des activités de ce travail sera la révision et la mise à jour du répertoire "*Jelia*" des Tunisiens résidant à l'étranger. Portail de données de l'ONM : <http://data.migration.nat.tn/fr/>

Dar El-tounsi

L'OTE a créé le réseau d'espaces socioculturels Dar El-tounsi ("Maison du Tunisien") en 2000 afin de soutenir les activités de la communauté tunisienne, de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de mentorat social pour la diaspora et de permettre aux jeunes de mener des activités culturelles et éducatives.

Attachés sociaux

Créés à l'origine en 1972, les attachés sociaux sont affectés dans les ambassades et consulats tunisiens en Europe, au Canada et dans le monde arabe pour protéger les intérêts des ressortissants tunisiens à l'étranger, en termes de couverture sociale, de traitement des conflits conjugaux et d'aplanissement des difficultés rencontrées dans les domaines sanitaire, judiciaire et administratif.

Liste des organisations de la diaspora en Europe

Pour en savoir plus sur les organisations de diaspora, consultez le « [Qu'est-ce qu'une organisation de la diaspora ? Un guide de référence](#) »



Association des Tunisiens des Grandes Ecoles (ATUGE)

France, Royaume-Uni 1990

Activités de développement

L'ATUGE est une association de professionnels de la diaspora tunisienne à but non lucratif. Réseau de plus de 3500 personnes, l'ATUGE regroupe des étudiants, des jeunes diplômés et des anciens élèves de grandes écoles françaises. L'ATUGE est présente à Tunis, Paris et Londres et gère un réseau international qui s'efforce de renforcer la coopération avec la Tunisie par le biais d'événements d'investissement organisés dans les trois villes et de mettre en relation les Tunisiens de la diaspora avec la Tunisie par le biais d'événements et de projets réguliers.

Association de Soutien aux Enfants (ASSEN) France 2010

Activités de développement

L'ASSEN est une association humanitaire de la diaspora fondée par de jeunes tunisiens vivant en France. L'ASSEN aide les enfants les plus démunis en Tunisie et dans le monde.

Association des Compétences Tunisiennes résidant en Suisse (ACTS) Switzerland 2016

Activités de développement

ACTS s'emploie à mobiliser les compétences des Tunisiens résidant en Suisse afin de contribuer à la réalisation des objectifs prioritaires de développement de la Tunisie. ACTS vise à être le point de référence pour la consultation des experts de la diaspora tunisienne en Suisse dans des secteurs cibles tels que la santé, les TIC et la technologie, les services bancaires, l'économie verte, la gouvernance institutionnelle et les compétences non techniques, la finance, l'investissement et les exportations.

Association Tunisiens des Deux Rives France (T2RIV) France

Activités de développement

Le T2RIV s'emploie à soutenir le peuple tunisien dans sa marche vers la liberté, la justice, la démocratie et le développement. Sa priorité est de fournir une assistance aux plus défavorisés par le biais d'activités sociales, humanitaires et économiques. Le ministère de la femme, de la famille et de l'enfance, en partenariat avec l'Association Tunisiens des Deux Rives France (T2RIV) et le gouvernorat de Sidi Bouzid, a mis en place un projet de développement local destiné à relancer le secteur agricole dans la région. Soutenues par les connaissances, les compétences pratiques et les transferts de fonds de la diaspora tunisienne en France, les femmes rurales de Sidi Bouzid sont aidées à s'engager activement dans des activités agricoles qui génèrent un revenu permanent.¹⁴

Association des Compétences Tunisiennes Innovantes de France (ACTIF) France 2004

ACTIF œuvre à fournir des solutions innovantes et à promouvoir la collaboration entre la France et la Tunisie dans les domaines des nouvelles technologies, de l'économie, de la culture, de l'aide humanitaire et du développement. Après la révolution, ACTIF s'est également investie dans la facilitation des débats et la représentation des voix de la diaspora dans la scène politique tunisienne.

¹⁴ Source: <http://www.migration4development.org/en/projects/profiles/tunisia>

Communauté Tunisienne en Suisse (CTS) Suisse

La CTS œuvre pour soutenir la communauté tunisienne en Suisse et renforcer son sentiment d'appartenance et de solidarité au sein de la diaspora. Elle vise à faciliter l'intégration des Tunisiens vivant en Suisse, à sensibiliser les nouvelles générations à leur patrimoine, à créer un réseau entre la population suisse et la diaspora tunisienne, et à promouvoir les investissements et les opportunités de développement en Tunisie.

Diaspora in Action e.V. Allemagne

Ce réseau de chercheurs, universitaires et acteurs du changement tunisiens travaille sur le transfert de connaissances, le partage de ressources, la consolidation de réseaux et le renforcement communautaire, dans le but de contribuer à la prospérité de la Tunisie.

PONTES Ricerche e Interventi Italie 2006

Activités de développement

PONTES Ricerche e Interventi est une organisation de la diaspora tunisienne en Italie, qui fait partie du réseau transnational de la société civile PONTES, qui opère entre l'Italie et la Tunisie et, plus généralement, entre l'Europe et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. PONTES a été fondé pour promouvoir la diversité et les actions d'intégration des migrants, avec un accent particulier sur l'intégration des jeunes de la deuxième génération et des femmes migrantes. Parmi ses projets figurent les centres de protection maternelle et infantile (PME) en Tunisie, et le projet COMACT DIASPORA visant à promouvoir l'esprit d'entreprise dans la diaspora.

Le Pont Genève Suisse 2015

Le Pont Genève a été fondée par un groupe d'activistes suisses et tunisiens à Genève dans le but de promouvoir les échanges culturels entre la Suisse et la Tunisie, afin de renforcer la culture de la démocratie et de la citoyenneté.

Réseau ALYSSA France 2005

Activités de développement

Le Réseau ALYSSA est un réseau international de compétences tunisiennes. C'est une association apolitique de la diaspora qui rassemble un groupe de personnes d'origine tunisienne pour échanger, partager et créer de la valeur en solidarité avec la Tunisie. Le réseau, créé en 2005 à Lille, travaille à la mobilisation des compétences des Tunisiens à l'étranger pour le développement. Il collecte également des fonds pour des projets d'éducation en Tunisie. ALYSSA développe une plateforme d'OTE dédiée aux organisations de la diaspora tunisienne à travers le monde, destinée à servir de plate-forme pour les appels à projets dans différents domaines du développement, les rencontres économiques, les expositions culturelles, l'organisation d'une "semaine de la Tunisie", les visites et les stages ciblant la diaspora.

Tunespoir France 2013

Tunespoir est une association caritative apolitique visant à promouvoir un développement durable et autonome dans les communautés rurales de Tunisie. L'organisation s'engage à améliorer les conditions de vie et à assurer l'intégration socio-économique des populations défavorisées à travers des projets adaptés aux besoins locaux. Ses principales actions incluent le soutien à la construction d'infrastructures, aux projets générateurs de revenus et aux initiatives éducatives.

Twenssa en France France 2019

Twenssa en France œuvre à renforcer les liens communautaires au sein de la diaspora tunisienne en France en offrant une plateforme de réseautage et en soutenant des événements culturels et des initiatives d'engagement communautaire.

Recherche originale :
AFFORD (2020)
Révision et mise à jour :
EUDiF (2026)



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne

